

avaient perdu pratiquement tout ce qu'ils avaient gagné. Les taux d'inflation ont constamment dépassé les taux d'intérêt. Et je ne tiens pas compte ici du fait que ces épargnants ont dû payer de l'intérêt sur leurs bénéfices.

En outre, s'ils ont eu la bonne fortune de voir la valeur de leur investissement atteindre un niveau égal à la hausse du coût de la vie, ils devront en fin de compte payer un impôt de plus-value sur le capital, et cela, bien que l'augmentation de la valeur ne soit que nominale.

On estime que dans leurs investissements seulement, les Canadiens ont perdu 10 p. 100 l'an dernier. La situation est vraiment alarmante. Le Canadien moyen, qui a trimé 20 ans durant pour se constituer un modeste pécule, voit maintenant toutes ses économies fondre comme neige au soleil sous le feu dévorant de l'inflation. Combien de temps les Canadiens devront-ils supporter cette situation? Jusqu'à quand verrons-nous disparaître tout ce que nous avons gagné? Et combien de temps le gouvernement peut-il continuer à refuser de prendre des mesures positives et globales?

Les seules mesures que le gouvernement a prises jusqu'ici ont été celles que l'opposition l'a obligé à prendre. Mais les augmentations des prestations de l'assistance sociale et les réductions d'impôt choisies ne sont que des mesures défensives en vue d'amoindrir simplement les conséquences de la hausse vertigineuse du coût de la vie. Le gouvernement n'a pas encore présenté de programme global pour combattre l'inflation. Je ne veux pas parler ici de palliatifs. Je veux parler d'une attaque frontale contre les causes de l'inflation.

Le gouvernement n'a pas réussi à combattre les causes premières de l'inflation. La masse monétaire continue à augmenter. Elle a doublé depuis que M. Trudeau est premier ministre. Le gouvernement continue à faire des dépenses excessives, comme l'indiquent les prévisions budgétaires pour 1974-1975. Le total des dépenses a augmenté de 20 p. 100 pendant l'année en cours seulement. En outre, le gouvernement maintient les taux d'imposition à un niveau excessif.

Le Parti progressiste conservateur a énoncé une série de propositions en vue de combattre l'inflation:

a) Il réduirait les impôts. Il supprimerait la taxe fédérale sur les matériaux de construction et sur les vêtements pour tous les Canadiens. Il réduirait aussi l'impôt sur le revenu personnel.

b) Il s'assurerait aussi que toutes ses lignes de conduite en matière de croissance économique, d'expansion régionale, d'investissements étrangers, de commerce international, de science et de technologie soient conçues de façon à créer le plus d'emplois possible. Cela constituerait un facteur important.

● (2030)

c) Si le coût de la vie continuait à augmenter, un gouvernement conservateur-progressiste n'hésiterait pas à imposer un contrôle temporaire des prix et des salaires au lieu d'imposer des niveaux de chômage encore plus élevés.

Je suis au courant de tous les arguments invoqués contre le contrôle des prix et des salaires. Mais les plus importants, à mon avis, n'ont de valeur que si on croit qu'un taux d'inflation de 10 p. 100 par année n'est qu'un phénomène temporaire. Il n'y aura rien de temporaire au sujet des taux d'inflation galopante tant que nous aurons ce genre d'administration qui ne sait pas gérer l'économie.

Je me souviens d'un discours du sénateur Everett dans lequel il avait soutenu que le simple fait de parler d'une politique de contrôle des prix et des salaires provoquerait des augmentations de prix immédiates. Je trouve cet argument amusant parce que je regarde les mêmes faits que le sénateur Everett et j'en arrive à une conclusion complètement différente.

Je suis fermement convaincu que l'attitude du gouvernement actuel face au contrôle des prix et des salaires, son refus catégorique de même envisager la possibilité d'instaurer un tel programme est une invitation plus claire et plus directe à l'augmentation des prix. Le producteur ne se sent nullement menacé. Il sait qu'il peut majorer ses prix autant qu'il le veut. Le gouvernement n'interviendra tout simplement pas. Je suis convaincu que cette inactivité du gouvernement contribue plus que tout autre facteur à promouvoir l'inflation.

La sénateur Perrault est également opposé au contrôle des prix et des salaires. Il signale qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne ils ont été totalement inefficaces. Je ne suis pas du tout d'accord. Si ces mesures n'avaient pas été prises aux États-Unis et en Grande-Bretagne, nous, qui faisons beaucoup de commerce avec ces pays, aurions été plus durement frappés par la part de notre inflation que nous importons. Je tiens à rappeler au sénateur Perrault et à vous tous qu'en Grande-Bretagne ce n'était pas seulement le parti conservateur qui était favorable à un tel contrôle, mais aussi le parti libéral.

Tournons-nous maintenant vers le discours du trône et voyons comment le gouvernement entend contrôler l'inflation. Le discours du trône dit que le gouvernement entend intervenir, comme il l'a fait par le passé, et prendre des mesures précises visant à assurer un meilleur approvisionnement en certains biens et services. Le mot important est que le gouvernement entend «intervenir». C'est l'histoire derrière tout ce triste fiasco économique que nous connaissons. Le gouvernement actuel est intervenu trop souvent pour faire exactement ce qu'il ne devait pas.

Le gouvernement actuel fait peur au monde des affaires qui ne sait jamais à quoi s'attendre. La menace d'une intervention gouvernementale encore plus importante, plus frustrante et confondante plane toujours à l'horizon. Ce n'est pas le genre d'atmosphère qui conviendrait aux entrepreneurs.

Dans le discours du trône, le gouvernement nous informe qu'une forte augmentation de la production s'impose pour combattre l'inflation. Pour une fois il a raison. Mais c'est le même qui, il y a quelques années à peine, offrait aux cultivateurs de l'Ouest de les payer pour ne pas produire. Il est étonnant de voir ce que le temps et une quasi-défaite aux élections peuvent provoquer.

Nous le disons depuis des années et je le répète encore: un des meilleurs moyens de combattre l'inflation actuelle, qu'aggrave la hausse des prix de l'énergie, c'est d'augmenter la capacité de production. L'offre devrait faire l'objet de nos préoccupations, non pas la demande. Nous parviendrons le mieux à augmenter sensiblement et efficacement la production en assurant simplement aux entrepreneurs un profit qui encourage les investissements dans une telle entreprise. C'est le secret. Permettez au producteur de réaliser un bénéfice intéressant et il produira tout ce qu'il faut. La production baisse aujourd'hui parce qu'elle n'est pas assez rentable. Les producteurs sont accablés par les impôts et je ne parle pas ici des lassantes interventions du gouvernement.